

DANIEL MENUET

**CANDIDAT DE SOLIDARITÉ & PROGRÈS
AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES
DANS LE XX^{ÈME} ARRONDISSEMENT (XXI^{ÈME} CIRCONSCRIPTION)**



**Depuis que «l'argent travaille»,
les gens ne travaillent plus**

Aujourd'hui, dans la campagne présidentielle, les sujets abordés sont proches de discussions au comptoir d'un bar. Les uns parlent de service minimum en cas de grève, les autres des retraites et du montant du SMIC. Ce qui est le plus intéressant est plutôt ce qui n'est pas dit : une crise financière mondiale systémique est en cours. Elle est l'aboutissement des choix effectués ces 30 dernières années, période que l'histoire retiendra sous le nom des «30 honteuses» dont la caractéristique fondamentale est l'omniprésence de l'argent irréel en lieu et place de l'homme.

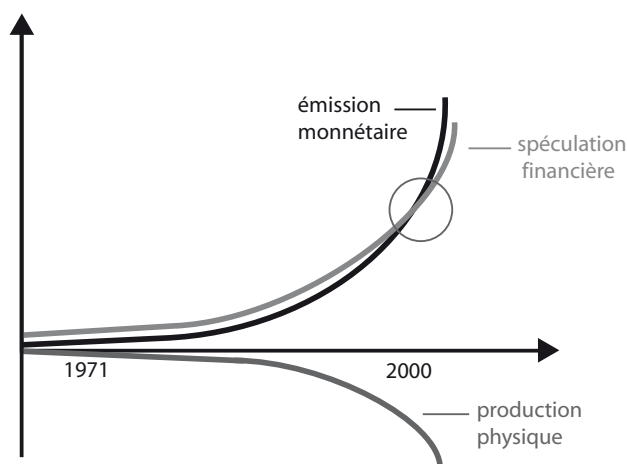
**Redécouvrons les meilleures idées
du passé pour s'en inspirer**

Depuis le 15 août 1971, les monnaies ne sont plus reliées au physique (fin du lien dollar-or).

Le contrôle et la régulation faite par les Etats ont peu à peu totalement disparus.

Des spéculations entre les monnaies ont pu ainsi se développer, et suite à la création d'outils purement financiers, principalement par Alan Greenspan, l'ancien chef de la Réserve Fédérale américaine, la spéculation financière s'est accrue sans cesse et cela au détriment de la production physique. De plus, maintenant, ce n'est plus l'Etat qui bâtit monnaie et contrôle les taux directeurs de la monnaie, mais des instituts indépendants de l'Etat, c'est à dire des intérêts privés.

Cette situation peut se comprendre par ce schéma appelé «triple courbe de LaRouche» (voir graphique ci-dessous)



Cette dynamique ne peut pas durer éternellement. Nous sommes au pied du mur et ceux qui tiennent les rênes de la finance ne tentent actuellement que de retarder l'inévitable: un effondrement désordonné de toute la sphère financière autrement appelé «krach boursier».

Tôt ou tard, l'argent émis ne vaudra plus rien. Nous le voyons bien tous les jours aux Etats-Unis : la crise de l'immobilier a déjà mis à la porte plus d'1 million de propriétaires en 2006 et il y en a 2,5 million attendus en 2007. En France, où nous pouvons nous endetter sur plus de 50 ans pour acheter un logement et où la dette immobilière des ménages s'est accrue de 257% depuis 1993, nous n'en sommes pas très loin.

La logique des gains financiers à court terme est telle que des fonds « sauterelles » achètent des entreprises et les dépouillent de leur sève pour finalement les jeter au caniveau. Plus proche de nous, à Renault, ce sont les hommes qu'on traite de la sorte. En voulant à tout prix accroître les profits aux actionnaires, la destruction des conditions de travail a conduit déjà 3 personnes à se suicider !

Ne pas prendre en compte ce contexte mondial, comme les principaux candidats à la Présidence le font, est un véritable déni de la réalité. Ils proposent au mieux des sparadraps sur les plaies plutôt que de traiter les causes de la maladie.

La crise est certes grave, mais cette situation est aussi porteuse d'un immense espoir pour l'avenir.

De grandes idées et de grands hommes se révèlent souvent dans ces contextes de crise, pour redécouvrir les fondements d'une vraie république économique et sociale, où l'homme serait au centre et l'argent mis à sa juste place.

Cette idée de soumettre la sphère financière à l'intérêt général était au cœur du «programme du Conseil national de la Résistance» (CNR) du 15 mars 1944. Dans ce texte fondamental, de moins d'une page et demi, sont décrits les principes à mettre en œuvre sur le plan économique pour garantir aux citoyens leurs droits les plus élémentaires: à un emploi, un toit, à la santé et à la retraite, et à une éducation de qualité. Le premier point du volet économique du CNR est : «L'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie».

Utopie me direz-vous ? Pourtant, l'application de la plupart de ces principes s'est traduite par la période désormais connue sous le nom des «30 Glorieuses». Aujourd'hui, en Argentine, pays dévasté par l'action de financiers jusqu'en 2003, c'est ce que fait Kirchner en privilégiant «la vie avant la dette» et en suivant explicitement les idées de Roosevelt. (Voir l'encart ci-joint).

« La vie avant la dette »

«Le nom de l'avenir est changement : l'Argentine est le protagoniste d'une profonde transformation; le moment est venu pour le changement culturel et moral. Le résultat du profond changement de paradigme dont nous avons besoin, le succès des mesures entreprises, doivent être jugés du point de vue du Bien commun (...) et de l'exercice du pouvoir politique pour le compte du bien-être du peuple ».

Nestor Kirchner, le 1er mars, 2007

Nestor Kirchner entra en fonctions le 25 mai 2003. Avant de consentir des efforts sérieux de reconstruction, il fallait alléger le fardeau financier pesant sur le pays. Invoquant le principe «la vie avant la dette», le nouveau Président annonça aux créanciers que l'Argentine ne pouvait rembourser qu'entre 25 et 35 % de la valeur nominale de la dette, le reste devant passer par pertes et profits. Après avoir gagné cette bataille ardue, le gouvernement liquida sa dette envers le FMI en janvier 2006, se libérant ainsi de son joug.

Presque quatre ans après avoir accédé à la fonction suprême du pays, Nestor Kirchner peut être fier du

bilan qu'il présenta au Congrès :

- * Le pourcentage d'Argentins vivant dans la pauvreté est passé de 60 % en 2003 à 31,8 %, un niveau encore «honteux», déplore-t-il, mais diminué de moitié.

- * Le taux de chômage est passé en-dessous de la barre de 10 % pour la première fois en 14 ans. A 27 % en mai 2003, il n'est plus que 8,7 % aujourd'hui. Ces quatre dernières années, quelque 3,2 millions d'emplois ont été créés.

- * Au cours de la même période, le salaire minimum a quadruplé, de 200 à 800 pesos, les enseignants sont payés trois fois plus et le salaire nominal moyen des employés en situation régulière a augmenté de 72 %.

- * Les pensions-retraites ont décuplé, après des années de stagnation. En 2002, sur 100 personnes âgées de 65 ans ou plus, 35 vivaient dans l'indigence, aujourd'hui, 9 sur 10 sont couvertes par la sécurité sociale.

- * Un coup d'arrêt a été donné à la privatisation du système de santé et par conséquent à son démantèlement. Grâce à la coopération entre le gouvernement fédéral et les Etats, 179 nouveaux centres de soins locaux ont été créés et les investissements dans 40 hôpitaux ont augmenté.

- * La construction de 2400 kilomètres d'autoroute est en cours, pour intégrer des provinces abandonnées. Les investissements dans les voies ferrées ont augmenté en 2006, finançant 300 km de voies nouvelles et de nombreuses réparations.

- * La croissance industrielle en 2006 a été de 8,3 %, avec une expansion des capacités de production d'acier et de papier. Plus de 41 % des importations en 2006 étaient des biens d'équipement.

- * Sur le plan énergétique, on prévoit 4600 mégawatts supplémentaires d'ici 2008, en plus d'une augmentation de 50 % pour les lignes à haute tension et de 22 % des m <http://www.mail.voila.fr/> oyens de transport du gaz naturel. En outre, les travaux ont déjà repris sur la centrale nucléaire d'Atucha II.

Au vu de ces résultats, l'approche du président Kirchner devrait faire école, mais pour cela, il faut aussi une bonne dose de courage politique.

Il le fait dans les domaines de l'infrastructure physique de base : éducation (crèches, écoles), santé (hôpitaux), logement, énergie (centrales de plus haute densité d'énergie), transport (canaux, fret ferroviaire, voiture à hydrogène); le tout chapeauté par une recherche dirigée vers les secteurs les plus en pointes (aérospatial, fission et fusion nucléaires, train à grande vitesse, laser à haute densité, etc.).

Comme à l'époque, le financement de ces choix de société se fera par le crédit productif public, qui correspond à une émission monétaire d'investissement à long terme dont la contrepartie est la réalisation des équipements, expression de la créativité humaine. Contrairement à ce que prétendent les économistes libéraux, ce crédit n'est pas inflationniste, car son investissement dans les infrastructures accroît en parallèle la productivité, et donc diminue le coût des biens produits. En fait chose paradoxale, l'activité générée par la réalisation de l'infrastructure, crée plus d'argent que le coût initial de l'investissement! reportez vous aux retombées du programme spatial Apollo, où, pour 1 dollar investi il y eut jusqu'à 14 dollars de retombées dans l'économie civile des Etats unis. Voyez aussi le succès du TGV Paris - Marseille qui a dépassé toutes les prévisions, car la création ou découverte de nouvelles activités n'est jamais prise en compte dans les prévisions!

Ce processus de développement a aussi des effets inattendus et inimaginables pour l'homo-bobo actuel. Grâce à des contrats publics, l'Etat entraîne la société vers une dynamique gagnant-gagnant de création d'un plein emploi qualifié: toutes les entreprises qui travaillent le monde physique ont des contrats (que les patrons ne me remercient pas, c'est tout naturel !). Pour l'ensemble des individus, cela se traduit par l'accès à un travail utile et qualifié, entraînant l'accès à un logement, à l'éducation de qualité pour ses enfants et pour lui même, c'est à dire aux conditions pour élever dignement sa famille, ce que le CNR définit comme la sécurité sociale.

L'aspect le plus incroyable est qu'en ayant créé des millions d'emplois, le faux trou de la caisse de sécurité sociale disparaît, les retraites peuvent être payées à leur juste valeur, et toutes les charges qui pèsent sur les entreprises et sur chacun d'entre nous pour la solidarité nationale, peuvent être revues à la baisse, voire purement et simplement éliminées.



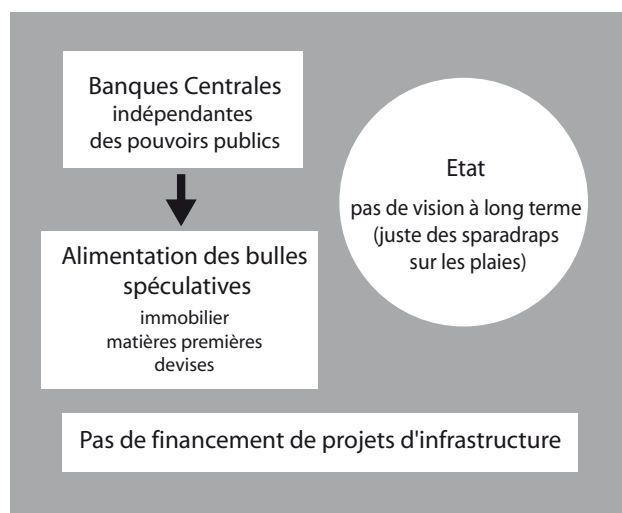
Daniel Menuet assiste à une conférence de L. LaRouche en 2002

Ces idées ont été réalisées par Franklin Delano Roosevelt en 1934 dans une situation comparable. Suite au krach financier de 1929, il a mis les «banques en vacances», c'est à dire qu'il a réorganisé le système bancaire de son pays pour en faire l'instrument d'un grand dessein national : le « New Deal ». Comme pour les «30 Glorieuses», l'Etat donne une direction indicative à la société en se basant sur les besoins de la génération à naître et sur des choix de société.

Comment faire la transition du système de pensée actuel basé sur des axiomes corrompus et erronés à cette façon plus réelle de penser.

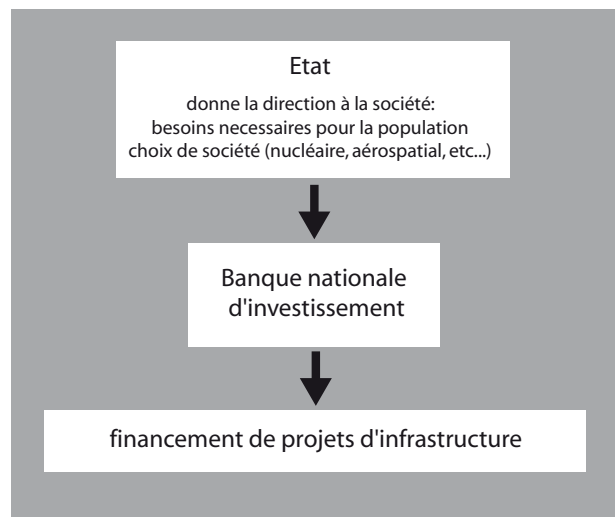
Un petit dessin vaut bien un grand discours, regardez la structure économique existante pendant les «30 glorieuses», et l'actuelle, des «30 Honteuses» :

AUJOURD'HUI EN EUROPE ET AUX ETATS-UNIS



CE QUE JE PROPOSE EN M'INSPIRANT DE:

Aujourd'hui en Argentine / La France des "30 Glorieuses"
/ Les Etats-Unis de F.D.Roosevelt



C'est simple sur le papier, il suffit de faire passer la banque centrale européenne, indépendante des gouvernements et ne s'occupant que de l'inflation, sous le contrôle politique de chacun des Etats permettant ainsi d'avoir une banque d'investissement capable d'émettre du crédit productif et de contrôler les taux de la monnaie.

Proposer cette avancée sociale, implique aujourd'hui un grand acte de volonté et de courage pour nos représentants (président, sénateurs ou députés) car cela revient à toucher au pouvoir de la finance. *Pour ma part, je m'engage formellement à créer les conditions de ce changement en France.*

Lutter pour ce changement, implique de reprendre le meilleur des principes du système de Bretton Woods de Roosevelt de 1945. C'est pourquoi je vous invite à soutenir la proposition de convoquer une assemblée des nations, pour créer un nouveau Bretton Woods, comme l'homme politique et économiste américain Lyndon LaRouche l'a défini. Cette proposition est actuellement adoptée aux parlement et sénat italiens, et est soutenue par de nombreuses personnalités internationales.

Notre environnement est la conséquence des choix que quelques personnes ont faits (en notre nom à tous, la plupart du temps sans nous demander notre avis); nous pouvons et nous devons modifier notre environnement pour qu'il soit conforme à nos besoins et à ceux de l'ensemble des espèces

présentes sur Terre, pour faire de la terre un jardin, et surtout pour en finir avec cette loi de la jungle économique qui nous mène droit dans le mur.

S'inspirer du « New Deal » de Roosevelt, de la planification indicative gaullienne des « 30 Glorieuses », et de ce que réalise Kirchner aujourd'hui en Argentine est la base de mon engagement.

Je le résumerais ainsi : Ne pas introduire le crédit productif dans l'économie politique et ne pas promouvoir un nouveau Bretton Woods tel que je viens de le présenter aujourd'hui, est une pure soumission au système financier actuel.

Si comme moi, vous pensez que les idées changent le monde et contribuent à créer l'espoir en l'avenir, étudiez l'histoire en comparant les périodes où l'intérêt général a été source d'inspiration, et celles où au contraire, c'est l'intérêt des oligarchies qui a dominé. Là, vous verrez ce qui distingue une République souveraine où l'homme est créateur et productif, d'une féodalité où l'homme est réduit au statut d'une bête de somme.

Alors diffusez ces idées dangereuses pour l'ordre établi, contactez moi ou quelqu'un de notre mouvement Solidarité et progrès, et surtout éduquez vous pour développer un esprit critique pour que nous ne revivions pas une fois de plus la fin des années 1930.

Site de Daniel Menuet
<http://daniel.menuet.2007.free.fr>

vu par le candidat

WWW.SOLIDARITEETPROGRES.ORG

Le mouvement de Jacques Cheminade
12 rue Fernand Pelloutier 92110 Clichy / 01 76 69 14 50